

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 30/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CONSTANT ET FILS

19 Route du Dolmen
Aux Carrières
24310 Paussac-Et-Saint-Vivien

Références : DiPa/UbD24-47/298/2024

Code AIOT : 0005203147

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement CONSTANT ET FILS implanté Bas Prézat Aux Carrières 24310 Paussac-et-Saint-Vivien. L'inspection a été annoncée le 06/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a principalement porté sur l'examen :

- des suites données aux observations de la précédente visite,
- du respect des prescriptions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 09/10/2009.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTANT ET FILS
- Bas Prézat Aux Carrières 24310 Paussac-et-Saint-Vivien
- Code AIOT : 0005203147
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert, à sec, de blocs calcaires. L'extraction est effectuée à l'aide de haveuses. Les blocs de pierre de taille extraits sont façonnés en cheminées, caveaux, piles etc ... dans l'atelier de sciage présent sur l'emprise de la carrière.

L'arrêté préfectoral prévoit qu'une partie des stériles de l'exploitation (chutes de l'atelier de sciage, blocs impropres, ...) peut-être concassée sur site par une unité mobile. Le tonnage maximal autorisé est de 25 000 tonnes par an, 12 personnes travaillent sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Bruits	Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 12.1.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Plan de Gestion de Déchets Inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 09/10/2009, article 9	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagement préliminaires	Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 3.4	Sans objet
2	Déclaration d'exploitation - GERP	Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 4	Sans objet
6	Garanties Financières	Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 16.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le nouveau plan d'exploitation devra prendre en compte les observations des constats n°2 et 3.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Afin de limiter l'apport extérieur d'eaux de ruissellement sur le site, un fossé de dérivation reliant les fossés de la R.D. 93 et de la V.C. 201 doit être aménagé au Sud du site. Ce fossé peut être aménagé dans la bande visée à l'article 8.2 du présent arrêté.
Constats : La buse bétonnée est mise en place le long de la RD 93 à l'entrée du site, celle-ci est régulièrement nettoyée par l'exploitant. Il est constaté que le fossé le long de la route départementale n'est pas entretenu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le fossé doit être nettoyé et curé de part et d'autre de la buse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclaration d'exploitation - GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 4
Thème(s) : Situation administrative, GEREP
Prescription contrôlée : L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées. Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.
Constats : Le compte Gerep a été actualisé et les déclarations relatives aux années d'exploitation 2022 et 2023 ont été faites dans Gerep. Les tonnages maximums ont été respectés au regard de ces déclarations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient de constater que les tonnages moyens sont en dessous des prévisionnelles. L'activité 2024 doit être déclarée dans Gerep avant le 31 mars 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de phasage
--

Prescription contrôlée :

L'exploitation doit être conduite conformément au schéma d'exploitation et au plan de phasage définis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en préfecture de la Dordogne en juin 2008.

Constats :

L'exploitant et le plan d'exploitation de 2022 indique que le phasage est en décalage. Selon les plans de phasage, l'exploitation devrait se trouver à la troisième période quinquennale. Le phasage n'est pas respecté. L'exploitation semble être en retard par rapport au phasage prescrit dans son arrêté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitation doit être conduite conformément au schéma d'exploitation et au plan de phasage définis dans l'arrêté d'autorisation.
L'exploitant devra veiller à faire apparaître distinctement le phasage défini par rapport au réel d'exploitation lors de la prochaine actualisation du plan d'exploitation.
En cas de décalage, l'exploitant analyse et commente le nouveau plan d'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
--

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 12.1.4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Un premier contrôle des niveaux sonores est effectué dès la mise en service de l'installation mobile de traitement et la mise en place des écrans acoustiques visés à l'article précédent. Ensuite, l'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des Installations Classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Constats :

Les dernières mesures de bruit ont plus de 3 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué cette année pendant la prochaine campagne d'extraction.</p> <p>Les résultats et l'interprétation de ces mesures seront transmis à l'inspection des installations dans le mois suivant leur réalisation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan de Gestion de Déchets Inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16
Thème(s) : Situation administrative, PGD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. ..</p> <p><u>...Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</u></p>
<p>Constats :</p> <p>Le Plan de Gestion des Déchets d'extraction n'a pas été actualisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le nouveau Plan De Gestion des Déchets d'extraction sera transmis à l'inspection des installations 3 mois à compter de la réception du rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Garanties Financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 16.3
Thème(s) : Situation administrative, Garanties Financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.</p>

Constats : Les garanties financières sont à jour. Attestation valable jusqu'au 22/11/2029.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/10/2009, article 9
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi annuellement par l'exploitant. Ce plan est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente..). Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes sont tenues à disposition de l'inspection de l'environnement.
Constats : Le plan d'exploitation présenté en séance date d'avril 2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le nouveau plan d'exploitation devra présenter tous les éléments mentionnés à l'article 9. Il doit être complété en reportant les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> - indiquer les pistes principales, - indiquer les limites de l'emprise de la phase quinquennale en cours - les zones exploitées et de remise en état, - la position des ouvrages piézométriques, - la position des appareils de mesures (bruits, poussières...). Ceux-ci doivent être identifiés en concordance avec les résultats tenus sur les rapports.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois